

# Le Canada et l'Afrique

CA1  
EA965  
C11  
#28, août/86  
DOCS

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
  
3 5036 01031331 3



Le Sommet du renouveau - Afrique 2000  
Coopération et francophonie  
Les ONG

Supplément :

*L'environnement et le développement*

## Afrique 2000

Réponse du Canada à l'appel du Président de l'OUA

**A** l'initiative du Président sénégalais S.E.M. Abdou Diouf, Président en exercice de l'OUA, l'Organisation des Nations Unies a tenu une session spéciale ministérielle sur la situation économique critique de l'Afrique, du 27 au 31 mai 1986, à New York.

Le jour de l'ouverture, le ministre des Relations extérieures du Canada, alors l'honorable Monique Vézina, a fait une intervention remarquée en annonçant quelques mesures concrètes que le Canada avait décidé de prendre pour aider les pays africains endettés à sortir de leur impasse.

Notons que la dette de l'Afrique subsaharienne à l'endroit du Canada, au titre de l'aide publique, se chiffre à plus de 700 millions de dollars canadiens. M.me Vézina a annoncé que le Canada était prêt à considérer des requêtes de moratoire venant de tout pays ayant de sérieuses difficultés de

paiements en devises et qui auront démontré une volonté de redresser leur situation économique. Le moratoire porterait sur une période initiale de 5 ans et pourrait être renouvelé pour deux autres périodes de 5 ans jusqu'en l'an 2000. Les sommes dues pour cette période se chiffrent à 250 millions de dollars canadiens. L'application de cette mesure se fera pays par pays à la suite des consultations au sein de groupes consultatifs de la Banque mondiale ou d'autres forums appropriés.

D'autre part, pour prouver la volonté du Canada de s'engager à long terme dans la politique d'aide et d'appui au développement, M.me Vézina a annoncé la mise en place d'un programme intitulé *Opération Afrique 2000*.

*Afrique 2000* qui impliquera le Canada, pour les quinze années à venir, dans des actions de suivi précises et concrètes, pour essayer de redresser la situation économique critique de certains pays sub-sahariens, comprend trois grands axes:

- le partenariat entre le gouvernement et le secteur privé;
- la réorientation des politiques d'aide au développement, ainsi que
- la concertation internationale.

Un fonds spécial de 150 millions de dollars canadiens, répartis sur cinq ans, sera consacré à cette initiative et s'ajoutera aux crédits affectés à l'Afrique qui totaliseront, pour la seule année 1986-87, plus de 900 millions de dollars canadiens.

«Par partenariat», a déclaré M.me Vézina, «j'entends une collaboration étroite entre le gouvernement et tous les groupes et organismes qui sont prêts à travailler au redressement économique de l'Afrique».

La moitié du fonds spécial, soit 75 millions de dollars, sera versée aux organisations non gouvernementales (ONG), en contrepartie des sommes qu'elles recueilleront auprès du grand public.

D'ici fin 1987, quelque 2.000 petits projets de coopération seront mis en place en Afrique. «Le Canada fera de

l'agriculture, de la reforestation et de la sécurité alimentaire la toute première priorité des projets de développement qu'il mettra en œuvre. En réorientant notre politique d'aide, nous répondrons mieux aux besoins particuliers de l'Afrique» a déclaré M.me Vézina, le 6 mai dernier, devant la Chambre des Communes à Ottawa.

Un groupe consultatif composé d'experts venant de tous les secteurs d'activités et de toutes les régions du Canada, se chargera de conseiller le gouvernement canadien sur l'ensemble de ses politiques à l'égard de l'Afrique.

«*Afrique 2000*, c'est l'acceptation immédiate de plusieurs des recommandations de l'honorable David MacDonald, coordonnateur des secours d'urgence-famine en Afrique. D'autres mesures seront annoncées lors des prochaines semaines; car cet engagement du Canada s'inscrit dans un plan d'action général qui s'attaque aux causes profondes de la crise économique en Afrique», a souligné M.me Vézina.

Le Canada reconnaît pleinement que «c'est aux Africains qu'il appartient au premier titre de sauver et de développer l'Afrique. Et nous savons», a précisé M.me Vézina devant la Chambre des Communes du Canada, «que depuis la dernière réunion des Chefs d'Etat de l'OUA, l'été dernier, qu'ils ont la créativité et la détermination de le faire. *Le programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique* qu'ils ont élaboré, est remarquable de pertinence. Les Etats africains offriront leur volonté d'accorder la toute première priorité au développement agricole et à la lutte contre la sécheresse et désertification. Ils confirment leur décision de mettre en œuvre des politiques de fixation de prix agricole qui soient propices au développement de leur agriculture et au bien-être des paysans».

Face à cette volonté de relance économique, le Canada est déterminé à «fournir des outils pour effectuer ce redressement».



PHOTO CRDI

## Le Sommet du renouveau

*Pour une francophonie agissante*

**Q**UARANTE et un pays ont participé au premier Sommet de la francophonie qui s'est tenu à Paris, du 17 au 19 février 1986. Ce sommet historique symbolise, en quelque sorte, la naissance officielle de la francophonie.

Le Canada y a été représenté par le Premier ministre du Canada, le T.H. Brian Mulroney, accompagné d'une importante délégation de hautes personnalités canadiennes dont notamment MM. Robert Bourassa et Richard Hatfield, respectivement Premier ministre du Québec et du Nouveau-Brunswick, deux provinces canadiennes où le français est reconnu comme langue officielle.

*Le monde francophone ne s'apparente pas à un bloc de pays riches comme ceux de l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole (OPEP) ou ceux de la Communauté économique européenne. A l'exception des Etats occidentaux qui le composent, et aussi de quelques très rares Etats du Tiers-Monde, il s'agit d'un univers où la coopération et l'entraide sont appelées à jouer un rôle déterminant pour l'avenir de près de deux cents millions de personnes.\**

Une dynamique nouvelle a empreint les travaux de ce Sommet qui a abouti à des résultats au-delà des déclarations purement linguistiques des années 1960. Le Sommet a adopté 28 décisions concrètes et a ainsi relevé le défi de taille qu'il représentait à

*Il faut reconnaître que la francophonie a besoin d'une nouvelle impulsion et d'un élargissement de ses perspectives pour porter tous les fruits qu'on peut en attendre. La solidarité francophone doit trouver un niveau de discussion, un espace d'échanges et une orientation accordés aux exigences de la situation. Alors seulement, elle pourra se montrer à la mesure des défis qu'elle doit relever.*



● Photo-souvenir du premier Sommet de la francophonie.

tous les niveaux — politique, économique et de coopération.

Les travaux se sont concentrés sur les problèmes politiques et économiques mondiaux, le désarmement, le développement, les relations Nord-Sud, la technologie des communications, les échanges culturels et les institutions multilatérales de la francophonie.

Au cours de ces travaux, le Canada a présenté une déclaration sur l'Afrique australe, qui a été adoptée à l'unanimité par les pays participants.

*Je suis de ceux qui croient devoir se garder de verser dans la francophonie lyrique. Ce n'est pas unique-*

*ment par l'exaltation de la grandeur de la langue française que se construira la Communauté francophone, mais nous ne devons jamais oublier que la langue française est l'atout fondamental, le catalyseur de la francophonie. Cette langue a quelque chose de particulier. Elle est, par l'amplitude de sa dissémination, la deuxième du monde en importance. Elle se parle dans les cinq continents, véhicule une culture riche, prestigieuse, porteuse de quelques-unes de ces idées qui ont fécondé la civilisation, alimenté la démocratie, libéré des peuples. Elle a été utilisée par des penseurs, des créateurs et des découvreurs. Il se trouve que c'est aussi la langue maternelle de 7 millions de Canadiens.*



- **Le Canada versera 10 millions de dollars pour l'immunisation des enfants.**

D'autre part, le Canada a annoncé qu'il versera la somme de 10 millions de dollars pour appuyer le programme d'immunisation des enfants contre les principales maladies endémiques infantiles. Les pays francophones en développement qui se seront engagés à atteindre l'objectif de la vaccination universelle d'ici 1990 — programme lancé en 1974 par

*Le Canada, pour sa part, s'est vu confier l'examen des possibilités de relier les banques de données francophones par un réseau qui permette d'en livrer l'accès aux pays membres de la Communauté. Nous avons également accepté de soumettre aux autres Chefs d'Etat et de gouvernement des recommandations sur des projets de télécommunications à l'échelle de l'espace francophone. Car seule la technologie peut concrétiser la solidarité francophone en opérant le nécessaire rapprochement de populations éparses et la mise en commun de leurs préoccupations.*

l'OMS — pourront présenter des requêtes pour un appui sous forme de détachement d'experts et de fourniture de vaccins et d'équipement.

Parmi les propositions concrètes présentées par le Canada et retenues par ce Sommet, il est à noter particulièrement la mise sur pied d'un programme de bourses de la francophonie, la réalisation d'une banque de données informatiques concernant les pays de la francophonie, l'organisation, avec l'appui d'Intelsat, d'un réseau de communications en télé-médecine et télé-éducation, et enfin le développement et l'extension des radios communautaires.

### Bourses de la francophonie

Concernant le programme de bourses de la francophonie, il prévoit atteindre, progressivement, dans une période de quatre ans, le nombre annuel de 350 années-bourses. Les

modalités et les mécanismes nécessaires à la bonne marche du programme seront mis en place dans les mois qui viennent. A l'heure actuelle, on envisage octroyer les premières bourses de la francophonie en vue de la rentrée universitaire 1987.

*Il s'agit en fait de dégager les voies qu'il faudra emprunter pour entrer ensemble dans la modernité. Répudions d'emblée tout le sentiment d'impuissance ou toute résignation qui auraient pour effet de réserver à d'autres collectivités ou à d'autres espaces linguistiques l'élaboration de ce que seront la science et la technologie de demain. Plusieurs pays francophones, dont la France et le Canada, sont déjà à la pointe de secteurs clés. Il faut intensifier ces efforts et en faire profiter les autres.*

Les bourses de la francophonie seront attribuées pour des études universitaires (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles) dans des domaines correspondants aux priorités nationales des pays d'origine de même qu'à celles de la coopération canadienne. Une attention particulière sera accordée aux candidatures des femmes.

La séance de clôture a permis au Premier ministre du Québec M. Robert Bourassa de résumer, en sa qualité de rapporteur général, les travaux du Sommet et d'annoncer la tenue du second Sommet au Canada, dans la ville de Québec, à l'automne 1987.

*Je n'ai pas besoin de rappeler que notre épanouissement collectif ne peut se dissocier du développement économique du Tiers-Monde, de la coopération industrielle entre pays et de la conquête des marchés internationaux. La francophonie est une ouverture au monde.*

Extraits de l'allocation du Premier ministre Brian Mulroney devant le Comité des Relations internationales de Montréal, le 6 février 1986

## Coopération et francophonie

*Le Québec dans l'avant-scène des relations canado-africaines*

**L**E ministre des Relations internationales du Québec M. Gil Rémillard a effectué, du 18 au 27 mai 1986, une tournée de dix jours en Afrique. Cette première tournée qui l'a conduit successivement en Tunisie, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire, avait pour but essentiel de consolider les liens établis entre le Canada et les pays de l'Afrique francophone lors du Premier Sommet de la francophonie à Versailles, en février 1986. Elle constituait donc, en quelque sorte, un prolongement naturel du Sommet puisqu'elle permettait aux divers interlocuteurs intéressés par la francophonie d'aborder et d'éclairer les décisions et les questions restées ouvertes lors du Premier Sommet. D'autre part, elle permettait de préparer le terrain pour le second Sommet de la francophonie qui se tiendra à Québec en 1987. En même temps, elle donnait l'occasion au ministre Rémillard et à sa délégation de passer en revue les multiples liens de coopération qui existent entre le Canada, le Québec et les pays visités et de donner une nouvelle dynamique aux relations commerciales, culturelles et autres.

En Tunisie où le ministre Rémillard a effectué une visite officielle du 18 au 21 mai, il a eu des entretiens avec nombreuses hautes personnalités tunisiennes dont notamment le ministre des Affaires étrangères M. Beji Caid Essebsi, le Secrétaire d'Etat à la Coopération internationale M. Ahmed Ben Arfa, le ministre de la Santé publique M.me Souad Lyagoubi Ouahchi et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le professeur Amor Chedli. Le ministre Rémillard a été aussi reçu en audience par le Premier ministre tunisien.

Au cours de son séjour en Tunisie, le ministre Rémillard a évoqué, en particulier, la possibilité d'établir une liaison aérienne entre le Canada et la Tunisie par *Québecair* afin de favo-

riser le flux des touristes canadiens vers la Tunisie d'une part, et d'autre part, l'exportation des agrumes et des vins tunisiens vers le Canada. Il a également rappelé la participation de la société canadienne S.N.C. à la réalisation du barrage Barbara et examiné, avec les responsables tunisiens de l'éducation et de l'enseignement, la possibilité d'augmenter le nombre d'étudiants tunisiens au Québec bénéficiant de l'exemption de frais de scolarité accordée par le Québec. Actuellement, près de 400 étudiants tunisiens se trouvent au Canada, dont la majorité bénéficient de bourses d'Etat.

Le ministre Rémillard a aussi annoncé officiellement que le Premier ministre du Québec M. Robert Bourassa a accepté l'invitation que lui avait faite le Premier ministre tunisien lors du Premier Sommet de la francophonie de se rendre en visite officielle en Tunisie en novembre 1986.

Au Sénégal, seconde étape de ce voyage laborieux, M. Rémillard a été reçu en audience par le Président sénégalais M. Abdou Diouf à qui il a transmis les salutations du Premier ministre du Québec avant de s'entretenir avec lui des questions liées à la francophonie. Concernant les relations commerciales, il a exprimé au Président Diouf sa grande admiration pour le travail qu'il fait pour redynamiser, sur le plan national, le secteur privé.

«Dans ce contexte de privatisation et de réglementation où nous sommes au Québec très actifs et où modestement nous faisons participer le Sénégal à cette expérience, nous avons abordé les différentes possibilités pour donner à notre coopération, qui date de très longtemps, des aspects pratiques qui pourraient être très bénéfiques pour le Sénégal et pour le Québec» a-t-il dit à sa sortie d'audience.

Le ministre québécois a aussi eu des entretiens avec le ministre de la Culture M. N.akhily Gassama, le mi-

nistre de la Justice et Garde des Sceaux M. Seydou Madani Sy ainsi qu'avec le ministre du Plan et de la Coopération M. Cheikh Hamidou Kane.

Le ministre Rémillard a aussi profité de son séjour au Sénégal (du 22 au 27 mai) pour remettre au Doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Dakar deux ordinateurs destinés à la modernisation de l'enseignement. Ce don qui se veut un geste tangible pour la concrétisation des objectifs du Premier Sommet de la francophonie, «constitue un petit pas du Québec avec le peuple sénégalais pour relever le défi de la modernité», comme l'a dit M. Rémillard dans son discours de remise officielle. En effet, tel qu'exprimé par le ministre québécois à cette occasion, la francophonie devrait être le cadre privilégié de coopération dans tous les domaines, notamment scientifique et technique.

En Côte-d'Ivoire, dernière étape de la tournée, le ministre Rémillard a fait un geste similaire en offrant au Doyen de la Faculté de Médecine de l'Université d'Abidjan, un lot de livres et de documentation médicale.

Le séjour du ministre québécois en Côte-d'Ivoire, du 24 au 27 mai, a été empreint de nombreux entretiens ministériels dont notamment celui avec le ministre Mathieu Ekra, représentant le Président Houphouët Boigny, empêché. Divers domaines de coopération ont été abordés, en particulier ceux en matière de la recherche scientifique, de l'informatique, de l'industrie agro-alimentaire et de la formation des enseignants.

Au terme de son séjour en Côte-d'Ivoire, le ministre Rémillard a exprimé sa vive satisfaction en qualifiant sa tournée africaine de très encourageante pour le développement des relations entre le Canada et les pays visités. Il a également exprimé ses remerciements pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé tout au long de son séjour en Tunisie, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire. ■

# Les ONG

Moteurs du développement

**S**OUS-DEVELOPPES. En développement. Moins développés. L'évolution des expressions désignant les pays du Tiers-Monde depuis les années 1960 n'est pas une simple question de sémantique. Elle reflète une évolution des idées. Le monde est passé de la charité à la coopération, de la pitié à la sympathie.

Mais si les expressions utilisées ont changé, les moyens de stimuler le développement sont restés les mêmes. Le peuple de n'importe quel pays constitue sa ressource la plus précieuse, à la fois le moyen et la cible du progrès économique et social.

les organismes privés œuvrant dans le Tiers-Monde.

Les ONG d'aujourd'hui, au nombre de plus de 300, sont héritières de plus d'un siècle d'activité dans les domaines sociaux, médicaux et éducatifs, à l'origine sous le patronage des Eglises. En fait, avant la Deuxième Guerre mondiale, 90 % de tous les organismes bénévoles au Canada ayant des liens avec les pays moins développés étaient des institutions religieuses. Avec le début de la décolonisation et le lancement d'un programme canadien d'aide au cours des années 1950, de plus en plus d'ONG ont vu le jour. Toutefois, la participation enthousiaste du public

partager l'évènement au reste du monde. En second lieu, des Canadiens ont participé partout au pays au Rallye Tiers-Monde, parrainé conjointement par de nombreux organismes bénévoles. En posant ce geste, les Canadiens manifestaient leur désir véritable d'accomplir quelque chose de concret pour leurs concitoyens des régions moins favorisées du globe. L'importance de ces rallyes ne tient pas seulement aux fonds recueillis, mais surtout au fait qu'ils ont contribué à faire participer des Canadiens ordinaires à des programmes de coopération internationale.

Malgré leur diversité, les ONG partagent un concept et une pratique du développement : il doit se réaliser dans le Tiers-Monde, par les gens du Tiers-Monde et sous leur contrôle. Ces organisations cherchent toutes également à sensibiliser les gens des pays industrialisés à l'interdépendance des nations. Par leurs activités, elles servent dans une certaine mesure de conscience à des organismes comme l'ACDI dont la souplesse est limitée par la nature de leurs rapports de gouvernement à gouvernement dans un cadre de relations officielles et institutionnalisées.

Le succès de la collaboration ACDI/ONG est facile à démontrer : en 1968, le programme des ONG a accordé environ 5 millions de dollars à 50 projets réalisés par 20 organisations. Maintenant, le budget atteint quelque 60 millions de dollars, soit une hausse de plus de 1.100 %. En 1982-1983, plus de 2.400 projets touchant près de 200 organisations ont reçu un financement. L'évolution des ONG est encore plus révélatrice ; en 1968, les organisations avaient recueilli environ 30 millions de dollars. En 1982, malgré la situation économique difficile, les contributions en argent et en produits dépassaient les 150 millions de dollars.

De plus, des milliers de Canadiens ont participé directement au développement à titre de bénévoles, au Canada comme à l'étranger. ■



PHOTO ACDI-MALI

● *Les ONG accordent une place importante aux projets initiés par les femmes.*

C'est en vue d'exploiter cette ressource que l'ACDI a mis sur pied le Programme des organisations non gouvernementales (ONG) en 1968, devenant ainsi la première agence de développement du monde industrialisé à instituer un programme de coopération entre le gouvernement et

à leurs activités ne remonte qu'à 1967, l'année du centenaire du Canada.

Cette année a été marquée par deux grands événements. En premier lieu, le gouvernement a créé le Programme de développement international du centenaire afin de faire

## Développement et Paix

Par la dynamique de l'exemple



**D**ANS la région du Sénégal oriental, près de Tambacounda, 1.500 paysans cultivent la banane grâce à l'irrigation que leur permettent des moto-pompes tirant de l'eau du fleuve Gambie, avec l'assistance de l'OFADEC (Office Africain de Développement et de Coopération), organisation non-gouvernementale sénégalaise. A Ndongol, près de Thiès, ce sont 320 paysans regroupés autour de 9 forages qui font du maraîchage, et en Casamance, 12 équipes de jeunes agriculteurs animent les populations rurales qui augmentent leur revenu grâce à la commercialisation de leurs fruits et légumes.

Ces trois projets reçoivent un appui financier venant du Canada par l'entremise de l'Organisation Catholique Canadienne pour le Développement et la Paix.



● Préparation de nouvelles planches de culture dans la région de Ndongol au Sénégal. Il s'agit d'un projet de l'OFADEC, une ONG sénégalaise.

latine. Ces projets allant du «mini-projet» de 1.000 jusqu'à 80.000 dollars canadiens et parfois plus, représentent un montant total de 115 millions de dollars canadiens.

### Philosophie et objectifs

En 1977, la Conférence Catholique des Evêques Canadiens, après une large consultation, confirmait le mandat original de Développement et Paix en ces termes : «Cette organisation a pour but de venir en aide aux peuples opprimés et aux pauvres du monde et de les soutenir dans leur lutte pour la justice. Développement

et Paix vise aussi l'éducation de notre population face à ces problèmes de sous-développement».

Donc, il n'est pas question d'une simple croissance économique, mais de toutes les dimensions de la vie économique, sociale, politique et culturelle ; il ne s'agit pas de s'arrêter aux symptômes et aux conséquences du sous-développement, mais s'attaquer à ses causes. Il faut comprendre que les obstacles au développement se trouvent dans nos propres structures — mentales, sociales, économiques, industrielles et politiques — et qu'il faut d'abord accepter de les transformer, mais aussi comprendre que le mal-développement n'est pas un phénomène accidentel mais bien un phénomène provoqué. ■

● La «cueillette» du fumier en Casamance. Développement et Paix favorise surtout les projets agricoles.

Depuis sa fondation en 1967, Développement et Paix, a financé plus de 8.000 projets dans plus de 70 pays en développement de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques centrale et

PHOTO COLLEGE RENE COLY



## Une ONG qui a des ailes

«Avions sans frontières» : un outil de développement

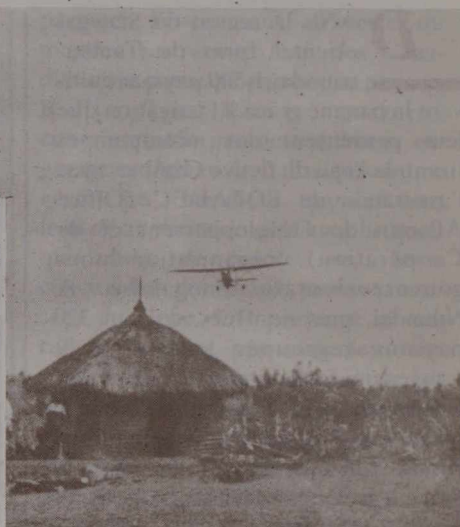
**L**E technicien phoniste reçoit un appel au secours. A Doruma, un homme s'est ouvert le crâne en tombant du toit de l'école alors qu'ils allaient vérifier les dommages causés la veille par une tornade. Seule chance de lui sauver la vie : le transporter d'urgence à l'hôpital de Dungu où l'on dispose d'équipements spécialisés et de personnel qualifié. Mais le blessé ne survivra pas aux dix heures de route qu'il faut pour s'y rendre. Tandis que l'avion couvrira la même distance en 50 minutes. Et sans choc...

«Avions sans frontières», l'une des rares ONG canadiennes présentes au Zaïre a des ailes et les déploie dans plusieurs directions : la santé d'abord, les évacuations médicales d'urgence étant absolument prioritaires, puis l'éducation, le développement communautaire et la pastorale.

«Depuis que l'avion est ici, raconte le coordonnateur de l'enseignement pour le diocèse de Dungu-Doruma, je peux visiter régulièrement les écoles et distribuer les salaires à temps et en toute sécurité. Le territoire est tellement grand et les routes tellement mauvaises qu'auparavant, lorsqu'une tournée s'achevait, il fallait déjà songer à entreprendre une autre. Il ne



restait plus de temps pour planifier et organiser le travail. Ces tournées étaient épuisantes et risquées. Aujourd'hui, l'avion permet une véritable coordination et nous permet de



● *L'atterrissage dans un village éloigné.*

récupérer des heures précieuses pendant lesquelles nous pouvons nous pencher sur des questions très importantes telles que le rôle de l'école dans le développement».

*Avions sans frontières* au Zaïre, c'est une aventure que se partagent quatre partenaires depuis près de deux ans : A.S.F.-Canada, qui fournit les avions et un inventaire de pièces de rechange, l'Organisation canadienne pour la Solidarité et le Développement (OCSD) qui prend en charge les volontaires, MIVA, une formation hollandaise qui défraie une partie des coûts d'opération, et les diocèses d'implantation qui offrent la structure d'accueil : habitation, hangar, piste et transport des volontaires.

Le rôle de cette ONG ne se limite pas à offrir un service de transport. Il consiste encore moins à se substituer aux entreprises commerciales; c'est pourquoi elle s'implante en dehors des centres desservis par des transporteurs. Son rôle est de fournir aux différents agents ayant un impact sur le développement communautaire — que ce soit en santé ou dans quelqu'autre domaine — un moyen d'atteindre des collectivités isolées et de rentabiliser au maximum leur temps de travail. ■








# L'environnement et le développement

### Voies d'avenir

■  ■ De nouvelles interrogations d'ordre environnemental se présentent au niveau international qui sont différentes de celles des années soixante-dix. On parle moins de questions nationales que de questions mondiales : l'érosion du sol, la désertification, l'extinction de certaines espèces, la mauvaise gestion des ressources hydriques, la réduction des forêts tropicales, les précipitations acides, les changements climatiques et la croissance accélérée de la population.

Nous connaissons bien maintenant plusieurs facteurs qui façonnent notre avenir. La croissance démographique se révèle l'élément le plus important dans les pays en développement ; elle exerce une influence sur l'ensemble des principaux secteurs d'activité.

Dès le début du prochain siècle, près de la moitié de la population mondiale vivra dans des villes du Tiers-Monde en plein essor.

D'ici 2050, le climat devrait se réchauffer considérablement, ce qui pourrait entraîner des changements importants dans le régime des pluies et les activités agricoles.

Les pays en développement augmenteront probablement leurs importations céréalières et le nombre de personnes sous-alimentées croîtra, surtout en Afrique où de sérieux

problèmes d'approvisionnement en nourriture et en eau sévront. Sans changements majeurs dans notre façon de traiter les ressources du sol, de l'eau et des forêts, nous aurons des difficultés à subvenir aux besoins des populations prévues pour le siècle prochain.

Les désastres écologiques ne sont pas une perspective d'avenir, c'est maintenant qu'ils se produisent et ils font partie de la réalité mondiale. Si nous refusons de faire face à ces problèmes environnementaux, l'avenir pourrait nous réserver encore plus de pauvreté, de déceptions et de conflits civils. Les pays industrialisés ne seront pas épargnés par la déstabilisation et l'agitation qui auront cours.

Il a été dit que le Canada pourrait jouer un rôle de leader sur la scène mondiale en matière d'environnement. S'est-il acquitté de ce rôle. Quel est le bilan de ses activités et quelle est leur valeur. Où le Canada se situe-t-il en termes de protection de l'environnement. Voilà quelques questions auxquelles nous tâcherons de répondre brièvement dans ce supplément consacré aux efforts que le Canada déploie, par le biais de l'Agence canadienne de Développement internationale (ACDI), pour assurer un développement continu.



## Le Canada et l'Afrique



PHOTO CRDI

- *Les femmes produisent la moitié des aliments de l'agriculture de subsistance.*

### Le programme canadien d'assistance au secteur agricole

La majorité des pays du Tiers-Monde sont essentiellement ruraux et l'agriculture est le pivot de leur développement socio-économique. L'agriculture de subsistance est la principale occupation et ce sont les femmes qui produisent au moins la moitié des aliments qu'on y récolte. Le plus grand défi à affronter lorsque l'on veut accroître le développement agricole et la sécurité alimentaire est de rejoindre ces petits agriculteurs et d'appuyer leurs efforts pour améliorer leur productivité et leurs revenus, tout en réduisant la faim, la malnutrition et la pauvreté. C'est l'essence même de ce que fait le Canada en partageant ses compétences agricoles là où elles peuvent répondre aux besoins du Tiers-Monde et ce, particulièrement dans les domaines de la recherche de l'entreposage, de la transformation et de la distribution des aliments. Les activités portent surtout sur la production vivrière destinée à la consommation domestique et non sur les cultures commerciales ou celles destinées à l'exportation.

Par rapport à presque tous les indicateurs socio-économiques, l'Afrique a les populations les plus vulnérables du monde : 26 des 36 pays les plus pauvres du globe sont africains. Les populations de ces pays

sont aussi affligées par les plus hauts taux de mortalité, l'espérance de vie la plus courte et elles sont constamment exposées à la maladie, à la malnutrition et à la faim. La sécheresse et la famine ont ravagé encore plus ce continent.

Dans les pays africains où la production alimentaire s'est accrue, les petits agriculteurs ont encore à surmonter d'énormes obstacles à toutes les étapes de la production, de la recherche fondamentale au travail de vulgarisation, sans oublier les intrants tels que les semences, les engrais et l'irrigation, et les extrants tels que l'entreposage et la commercialisation. De plus, ils doivent lutter contre l'érosion, la désertification et la salinisation des sols qui menacent leur production.

L'ACDI appuie de plusieurs façons le développement agricole des secteurs où les fermiers sont les plus menacés. Elle fournit une assistance bilatérale pour aider les pays du Tiers-Monde à définir et mettre en œuvre leurs projets agricoles prioritaires. Depuis 1968, l'Agence a déjà versé plus de 1,5 milliard de dollars à quelque 400 projets.

Sur le plan international, l'ACDI a contribué plus de 460 millions de dollars aux agences des Nations-Unies et à des institutions financières ou des centres de recherche qui financent des projets agricoles. Le Canada est le onzième plus grand donateur au Fonds international de développement agricole — comblant environ 3,2 % de son budget qui a pour objectif de réduire la pauvreté, d'améliorer la nutrition et d'augmenter la production alimentaire dans les pays à faible revenu. Le Canada est le quatrième plus important donateur au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD).

La contribution canadienne de 12 millions de dollars en 1984-85 au Groupe consultatif pour la recherche internationale (GCRAI) est la troisième en importance. Le GCRAI est un réseau informel d'organisations gouvernementales, régionales et internationales et de fondations privées qui financent 13 centres de recherche agricole dans les pays en développement.

De plus, le Canada appuie des ONG canadiennes qui réalisent des projets agricoles dans des pays du Tiers-Monde. Plusieurs projets de développement communautaire sont réalisés par les ONG, surtout dans les régions rurales, où l'on aide les

## Le Canada et l'Afrique



PHOTO CRDI

communautés à se doter de leurs propres services essentiels. L'ACDI a fourni 62,9 millions de dollars en 1984-1985 pour le financement de projets communautaires, par exemple : l'approvisionnement en eau potable, les petits barrages et ouvrages d'irrigation servant à la production alimentaire, les organisations d'agriculteurs, la formation, l'entreposage de la nourriture et sa mise en marche.

Le Programme de la coopération institutionnelle et des services au développement (CISD) de l'ACDI encourage les institutions et les organisations à entreprendre des actions conjointes dans le Tiers-Monde. Les organisations du secteur des services au développement envoient plus de 1.000 Canadiens participer, à titre de coopérateurs, à des projets de développement rural. En établissant des liens organiques, les universités et collèges canadiens coopèrent avec les pays en développement. Des coopératives canadiennes coordonnent plus de 140 projets en Afrique, en Amérique latine, dans les Antilles et en Asie. Les associations professionnelles offrent de la formation et participent à des projets de développement rural. L'institut agricole du Canada a réalisé, par exemple, un projet de production de maïs au Pérou qui a déjà donné des bénéfices aux agriculteurs et à la population en général. Le programme de la CISD a fourni 62,5 millions de dollars en 1984-1985 pour la mise en œuvre de plus de 665 projets dans l'ensemble des secteurs.

### Le programme canadien d'assistance au secteur forestier

Le Canada finance des projets d'assistance en foresterie dans le Tiers-Monde depuis le début des années cinquante. Au cours des 30 dernières années, les ingénieurs et les forestiers canadiens ont travaillé dans plus de 80 pays en développement. Jusqu'à 1984, l'ACDI a octroyé 500 millions de dollars dans le cadre de 107 projets bilatéraux de développement des forêts mis en œuvre dans 32 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Antilles, ce qui représente près de 15 % de l'assistance totale canadienne au secteur de l'agriculture. Près de 60 % de ces projets étaient axés sur la production soutenue des ressources forestières, le reste mettant l'accent sur l'exploitation et l'utilisation rationnelle des forêts.

L'assistance accordée par le Canada dans le domaine forestier prévoit généralement l'envoi de spécialistes et de matériels, la mise sur pied de programmes de formation pour les partenaires locaux, ainsi que l'octroi de subvention pour l'exploitation rationnelle des forêts. Des fonds sont également accordés dans le cadre de programmes multilatéraux à des organismes tels que la FAO, la Banque mondiale, le PNUD et le Programme alimentaire mondial. Par ailleurs, des contributions versées régulièrement à la Banque asiatique de développement, à la Banque africaine de



## Le Canada et l'Afrique

PHOTO MIKE FAUGIERE - NIGER



- *La disparition des forêts tropicales signifie qu'il devient impossible de satisfaire aux besoins fondamentaux de bon nombre de personnes.*

développement et à la Banque de développement des Caraïbes servent à financer des projets forestiers. En outre, l'ACDI appuie financièrement plus de 125 projets menés par des ONG canadiennes, des institutions d'enseignement et des ONG internationales. Depuis 1968, ces organismes ont mené à terme plus de 300 projets, au nom de l'ACDI. La plupart de ces projets prévoyaient la plantation d'arbres par les communautés locales de façon à aider les gens à améliorer leur niveau de vie et à satisfaire à leurs besoins, tout en améliorant leurs ressources forestières.

Contre la baisse de la productivité des forêts et la dégradation du sol exige une approche multiple fondée sur un programme de développement durable. C'est dans cette perspective que l'ACDI a passé en revue ses lignes directrices sur les forêts en 1983-1984. Cet examen a permis la mise à jour d'une stratégie dans le secteur des forêts pour l'an 2 000, afin d'aider les pays en développement à gérer de façon efficace leurs ressources forestières, de favoriser l'utilisation rationnelle des forêts et de créer de nouvelles ressources forestières.

L'aménagement des forêts est l'élément clé de toute stratégie de conservation des ressources naturelles. Cependant, dans les pays en développement, les obstacles à l'aménagement des forêts sont nombreux : ces pays possèdent peu d'information sur les ressources existantes, les politiques sur les forêts et l'utilisation des terres sont souvent désuètes et difficiles à

appliquer, le personnel qualifié y est rare et les institutions d'enseignement en foresterie manquent de personnel et de ressources. La plupart des spécialistes sont d'avis que le secteur des forêts dans les pays en développement est l'un des plus sous-estimés et que les mesures d'aménagement et de contrôle des forêts sont souvent déficientes. Il y a un urgent besoin d'améliorer les bases de données sur les ressources opérationnelles et d'introduire des pratiques d'aménagement scientifiques et valables.

Plus de la moitié des projets de l'ACDI dans ce domaine sont axés sur le développement des ressources forestières, afin de permettre aux pays du Tiers-Monde d'évaluer l'étendue, la qualité et la quantité de leurs ressources. Plus de 15 projets mis en œuvre depuis 1978 comportent un volet sur l'inventaire des ressources, ce qui constitue la base de tout plan d'aménagement des forêts. Ainsi, des projets portant sur l'inventaire des ressources forestières ont récemment été mis sur pied à Sainte-Lucie, en Indonésie, au Népal, au Honduras, au Soudan et au Cameroun.

La faiblesse des institutions constitue l'un des plus grands obstacles à l'amélioration des techniques d'aménagement. C'est pourquoi bon nombre des projets de l'ACDI aident à consolider les services forestiers par la formation du personnel et l'établissement d'écoles professionnelles. De tels projets sont en cours au Cameroun, en Guyana, au Honduras, en

## Le Canada et l'Afrique



- *Brise-vent du périmètre de Niandiane au Sénégal, plantés en janvier 1984; à 11 mois ils dépassent 5 mètres. L'agriculture devient de nouveau possible à l'abri de ces brise-vent.*

Indonésie, en Malaisie, au Pérou, au Rwanda, à Sainte-Lucie, au Soudan et au Zaïre.

D'autres projets comprennent la protection et la conservation des forêts. Au Sénégal, un projet de protection contre les incendies mis en œuvre dans la région de la Casamance a connu un tel succès qu'il a été étendu à 750 villages.

L'aménagement des forêts nécessite également des efforts de reboisement. Selon la Banque mondiale, il faudra planter 55 millions d'hectares de terre d'ici l'an 2000 uniquement pour satisfaire aux besoins en bois de chauffage. Souvent, les pays en développement n'ont pas les centres de recherche ni le personnel qualifié nécessaires pour gérer efficacement ces nouvelles plantations. L'ACDI aide à résoudre ces problèmes : des projets au Soudan prévoient le reboisement d'un nombre d'hectares supérieur à la superficie exploitée et au Mali, trois pépinières ont été établies dans le cadre d'un projet de développement rural.

Par ailleurs, plusieurs projets de reboisement parrainés par l'ACDI sont menés par l'entremise des ONG. Ainsi, les Scouts du Canada participent à un programme de reboisement au Sahel, par la remise en valeur des terres du désert. Au Lesotho, la Plenty Relief Society of Canada participe à l'établissement d'une pépinière qui fournira des arbres forestiers et fruitiers aux villageois.

L'utilisation efficace des ressources est l'un des éléments les plus impor-

tants des mesures de conservation. Voilà pourquoi, au cours de la dernière décennie, l'ACDI a participé à 27 projets de ce genre dans le domaine forestier afin d'aider les pays en développement à rationaliser leurs opérations commerciales ; tous mettent l'accent sur le lien étroit entre l'exploitation et la conservation. Trop souvent, les pays en développement ne peuvent tirer pleinement profit de leurs ressources locales. L'ACDI a donc mis sur pied des projets visant à accroître la quantité de bois transformé sur place.

La disparition des forêts tropicales signifie qu'il devient impossible de satisfaire aux besoins fondamentaux de bon nombre de personnes. Une des solutions qui s'offre encore aux pauvres des régions rurales du Tiers-Monde est de planter des arbres pour leurs besoins personnels. Au cours de la dernière décennie, les programmes de foresterie sociale ont gagné de plus en plus l'appui des pays en développement et des organismes donateurs.

Ces programmes visent notamment à satisfaire aux besoins intérieurs en fruits, en aliments pour le bétail et en bois de chauffage, à stabiliser les sols et à conserver les bassins hydrographiques, à établir des brise-vent, à accroître le rendement des cultures, ainsi qu'à améliorer les conditions de vie des agriculteurs et à créer des emplois dans les régions rurales. Le succès de ces programmes dépend avant tout de la participation de la collectivité.

Ces programmes peuvent égale-



## Le Canada et l'Afrique

mènt favoriser la stabilisation du sol et la conservation des bassins hydrographiques. Au Rwanda et au Niger, le programme de l'ACDI est axé principalement sur le développement rural, l'agro-foresterie étant un élément essentiel de cette stratégie. Les arbres sont utilisés pour lutter contre l'érosion et améliorer la productivité agricole. Au Pakistan, un projet de 25 millions de dollars de l'ACDI a pour but d'améliorer les zones forestières dans les régions arides et de favoriser la remise en valeur des mangroves. En Colombie, l'ACDI appuie un projet d'aménagement de bassins hydrographiques.

Au Sahel, l'ACDI se préoccupe depuis longtemps de la crise environnementale qui sévit dans ces pays et qui menace la survie de la population. Dans le cadre de son programme bilatéral, l'ACDI a octroyé plus de 40 millions de dollars en 1984-1985 aux quatre pays les plus touchés de cette région, à savoir le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal. Le Canada a également versé des contributions à des organismes internationaux qui aident les pays africains à rétablir leur équilibre écologique et à accroître leur autosuffisance alimentaire.

Certains des projets bilatéraux de l'ACDI sont axés sur la question de la conservation des forêts. Au Sénégal, un projet financé par l'ACDI et mis sur pied en 1979 a permis de reboiser une bande de 200 m de largeur sur 31 km de longueur. La deuxième phase de ce projet, qui vise à élargir cette barrière contre l'avance du désert, est maintenant en cours.

Pour le Mali, le Niger et le Burkina Faso, l'ACDI a élaboré une stratégie bilatérale globale visant à rétablir l'équilibre socio-économique et écologique dans ces pays du Sahel. Les trois volets de cette stratégie, à savoir la stabilisation de la forêt et du couvert végétal, le rétablissement de l'équilibre alimentaire et l'utilisation des sources d'énergie et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, contribuent directement à accroître la production vivrière et l'approvisionnement en bois de chauffage pour les plus démunis. Elaboré après 10 ans de coopération et d'expérience, le programme d'assistance canadien vise à établir une série cohérente d'activités appropriées pour assurer la survie de la région. Cette stratégie est axée principalement sur les populations locales, qui sont à la fois les principaux bénéficiaires et les principaux agents du développement. Dans

le nord du Niger, un organisme bénévole canadien, *Institute for the Study and Application of Integrated Development* a réussi à appliquer des correctifs pour lutter contre la désertification. Les programmes et les interventions de cet organisme ont permis de mettre sur pied un projet de développement intégré pour lutter contre ce processus de destruction et rétablir la capacité de production du sol.

Les projets de l'ACDI dans le secteur forestier montrent qu'il n'y a pas de solution unique aux problèmes causés par le déboisement. La plantation d'arbres, l'application de bonnes techniques d'aménagement et l'utilisation rationnelle des ressources forestières peuvent toutefois améliorer les perspectives de vie meilleure pour toutes les populations du Tiers-Monde.

### Le programme canadien d'assistance au secteur de l'eau

Les Canadiens ont beaucoup d'expérience dans la gestion de l'eau, tant chez eux qu'à l'étranger. Le Canada participe au financement de projets d'aménagement hydraulique dans les pays en développement depuis le Plan de Colombo, au début des années cinquante.

L'ACDI accorde beaucoup d'importance aux projets d'aménagement des eaux, car ils sont liés au développement de l'agriculture, de l'énergie et des ressources humaines, les trois secteurs prioritaires de l'Agence.

Entre 1979 et 1983, l'ACDI a déboursé plus d'un demi-milliard de dollars dans 35 pays pour des projets dans le secteur de l'eau conçus dans le but d'améliorer la santé, d'accroître la productivité alimentaire, d'améliorer les services d'approvisionnement et d'assainissement dans les milieux ruraux et urbains et pour générer de l'électricité.

Toujours dans ce domaine, l'ACDI finance un autre type de projets qui a autant d'impact que tout projet de construction : la gestion des ressources qui a pour but l'utilisation optimale des ressources hydriques d'un pays. Ces programmes ont été conçus pour aider les pays du Tiers-Monde à élaborer des stratégies globales de gestion et de planification de leurs ressources hydriques nationales. Ils comprennent la gestion technique, juridique, institutionnelle

## Le Canada et l'Afrique

PHOTO JIM WHITE - KENYA



- *Le Canada accorde beaucoup d'importance aux projets d'aménagement des eaux, car ils sont liés au développement de l'agriculture, de l'énergie et des ressources humaines.*

et financière. La gestion des ressources en eau permet à une société de distribuer l'eau à partir d'une évaluation équilibrée de l'offre et de la demande. Le développement des ressources humaines est la clé de l'autosuffisance et d'une meilleure gestion. Le développement de compétences en matière de planification et de gestion se traduit habituellement par une meilleure utilisation des ressources hydriques nationales au bénéfice de tous.

Le programme inter-régional d'essai des pompes manuelles vise à mettre au point des pompes bon marché produites localement, car le choix d'une technique appropriée est un facteur déterminant dans le succès d'un projet d'aménagement hydraulique. Le Canada a fourni la plus importante contribution à ce projet, en versant 1,7 million de dollars. On a pu tester plus de 2.000 types de pompes et ces essais ont été menés dans le cadre de projets de l'ACDI au Bangladesh, au Ghana, en Côte d'Ivoire et à Sri Lanka.

En 1983, l'ACDI avait déjà déboursé plus de 110 millions de dollars pour appuyer des projets bilatéraux dans les sous-secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, dans 18 pays dont le Ghana, Belize, la Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et le Mali. Environ deux tiers des projets touchaient l'approvisionnement en eau dans les régions rurales. On prévoit qu'entre 1984 et 1988, les décaissements pour des projets d'approvisionnement et d'assainissement attein-

dront 195 millions de dollars, dont plus de 80 % pour des services d'approvisionnement en eau pour les pauvres.

Un manque de ressources pour la sensibilisation à l'hygiène publique est un sérieux obstacle à la réalisation des objectifs des projets d'aménagement hydraulique. L'éducation à l'hygiène est souvent une composante essentielle des projets d'approvisionnement en eau de l'ACDI, surtout dans les régions rurales. Par exemple, à la demande du gouvernement ghanéen, l'ACDI a lancé, il y a une dizaine d'années, un projet de forage de puits pour fournir de l'eau potable à près d'un million d'habitants dispersés dans les petites communautés rurales du nord du pays. En cinq ans, 2.500 puits ont été forés et équipés de pompes manuelles. Techniquement, le projet a été un succès. Mais tous ne comprenaient pas le lien entre de l'eau saine et une bonne santé, ou entre de l'eau contaminée et la maladie. Si un point d'eau de surface contaminé était plus facile d'accès que le puits, les gens l'utilisaient. Les maladies persistaient, les enfants mourraient, les adultes ne pouvaient plus accomplir le travail des champs.

Dans le Sud de l'Éthiopie, grâce à un programme parrainé par l'ACDI, on prévoit fournir de l'eau potable à quelques 200.000 ruraux. L'ACDI affecte 9 millions de dollars pour aménager des sources, creuser des puits et fournir une assistance technique au personnel local. Le projet permettra aussi d'explorer et d'évaluer les ressources, et une compo-



## Le Canada et l'Afrique

sante d'assistance technique viendra renforcer les institutions locales responsables de ces activités.

Dans le pays sahélien du Mali, constamment menacé de sécheresse, l'ACDI a versé 4,9 millions de dollars pour fournir de l'eau saine à plus de 36.000 habitants dans les villages de Djenné, Diré et Douentza. Ce projet comprenait aussi la création d'un service régional de contrôle de la qualité des eaux et des réseaux de distribution autosuffisants en matière de réparations et de coûts d'opération. Le projet vient tout juste d'être achevé et déjà les autorités ont remarqué une baisse sensible des cas d'entérite, de diarrhée et de typhoïde.

Dans la région de Kairouan, située au centre de la Tunisie, les eaux des crues autrefois dévastatrices sont maintenant utilisées pour irriguer 4.000 hectares de sables arides. Le barrage élève aussi le niveau de la nappe phréatique et réduit l'érosion du sol en aval. Financé conjointement par le Canada, le Fonds de l'Arabie saoudite et la Tunisie, le projet comprend aussi une assistance technique pour que les ingénieurs tunisiens se familiarisent avec les techniques d'entretien du projet. L'ACDI finance également les projets de récupération des terres dans d'autres régions du Sahara.

### **Le programme canadien d'assistance au secteur des pêches**

Le Canada étant l'un des principaux pays producteurs de poisson au monde et venant au premier rang pour ce qui est des échanges commerciaux de poissons, se trouve dans une position unique pour aider les pays du Tiers-Monde à améliorer leur secteur des pêches. Au total, le Canada possède quelque 43.000 bateaux de pêche, dont la plupart appartiennent à des particuliers, et quelque 900 usines de transformation de tailles diverses. La nature diversifiée de notre industrie qui poursuit des activités dans les eaux intérieures et les eaux territoriales, a permis au Canada d'acquérir une vaste expérience et une connaissance approfondie de toutes les facettes de la gestion et du développement du secteur des pêches.

Depuis 1980, les décaissements consentis par l'ACDI aux projets de développement des pêches se chiffrent en moyenne à 9 millions de dollars par année.

Par ailleurs, plus de 80 % de cette assistance ont été octroyés dans le cadre des programmes bilatéraux et des programmes spéciaux de l'Agence. Bien que moins manifestes, les programmes multilatéraux demeurent néanmoins significatifs, représentant 15 % des contributions totales à ce secteur.

Le programme bilatéral de l'ACDI met l'accent sur la gestion des ressources, l'aquiculture, la transformation, la distribution et la mise en marché du poisson et la formation. La gestion des ressources consiste en fait à évaluer les stocks de poissons dans une zone donnée et à établir des moyens efficaces pour conserver les espèces et en assurer une exploitation maximale. L'information est l'un des éléments clés d'une bonne gestion ; un contrôle efficace en est un autre. Au cours des 10 dernières années, les techniques intégrées et concentrées de l'ACDI ont permis de modifier sensiblement la structure du secteur des pêches dans 12 pays et d'améliorer l'aménagement des petites entreprises de pêche.

Par exemple au Sénégal, depuis le début des années 80, l'ACDI assiste le Sénégal à exercer une surveillance sur les flottes étrangères et nationales qui pêchent à l'intérieur de la zone territoriale protégée de 200 milles marins.

La transformation efficace du poisson nécessite des installations adéquates. En Asie du Sud-Est, où le poisson compte pour 40 à 60 % des protéines consommées, l'ACDI collabore avec l'ANASE à un projet visant à réduire les pertes après-récolte par l'amélioration des mesures de contrôle de la qualité et des techniques d'inspection.

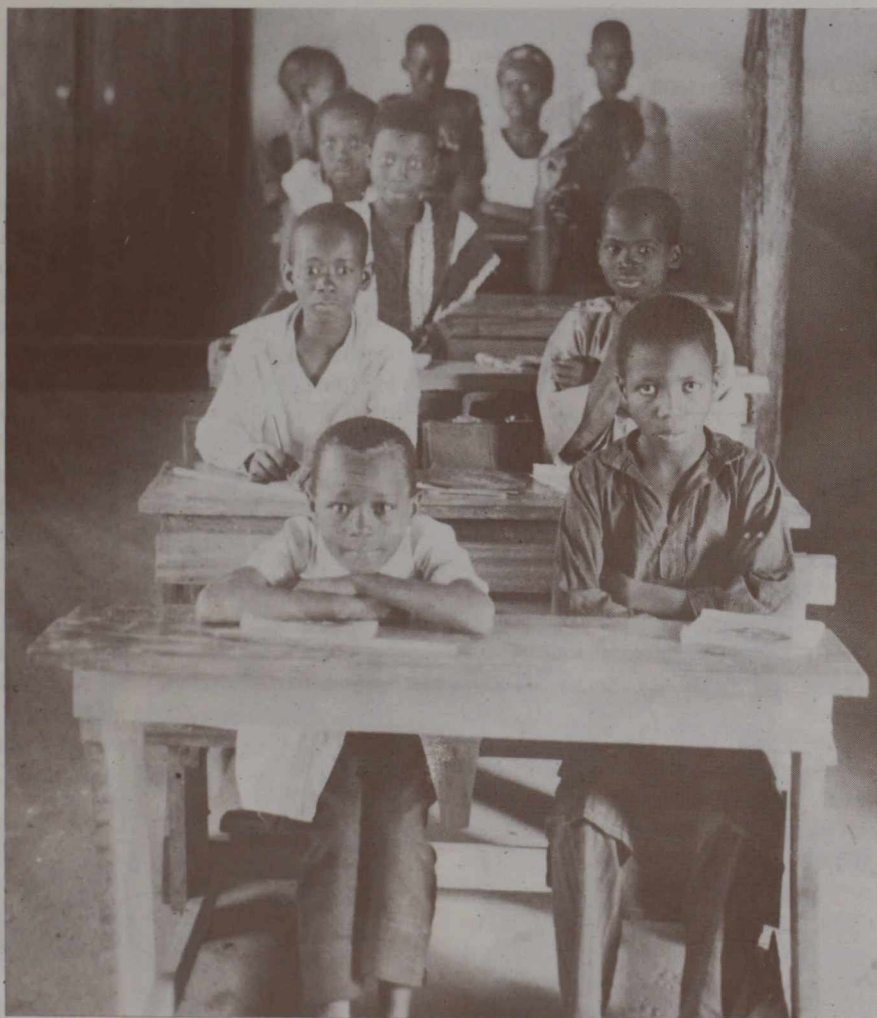
Au Sénégal, le Canada est actif depuis 1973 dans l'assistance à la pêche artisanale avec des projets visant, entre autres, la motorisation des pirogues, la création des centres de mareyage et la reconversion d'une usine de pêche tombée en faillite.

Dans l'ensemble, le programme de l'ACDI sur les pêches a donné des résultats positifs et a été couronné de succès, contribuant de façon certaine au développement de ce secteur. Il a eu des retombées importantes qui se sont traduites par un accroissement du nombre de centres d'arrivage et une amélioration des conditions économiques, en plus d'aider à nourrir près de 15 millions de personnes au cours de la dernière décennie. La plupart de projets ont été valables au plan écologique.



## Carrefour Can L'OCED International

*L'Organisation canadienne au service du Développement*



● *Classe d'une école villageoise près des périmètres agricoles. L'OCED concentre ses efforts vers les pays les plus démunis et fournit du matériel scolaire pour les écoles villageoises.*

**L'**OCED, autrefois appelée le Centre du livre pour outre-mer, œuvre dans les secteurs de l'éducation et de l'alphabétisation depuis plus de 25 ans. En septembre 1985, elle a reçu une mention honorable de l'UNESCO pour la qualité de son travail d'alphabétisation dans les pays en développement.

Cette ONG expédie également d'importantes quantités de livres neufs et de matériel didactique aux pays en développement, de même que du papier pour l'impression de livres scolaires. Au Canada, elle par-

ticipe à la sensibilisation de la population à l'importance de l'éducation pour le développement.

L'OCED a adopté, en 1985, une nouvelle stratégie qui l'amènera à concentrer ses efforts vers les pays les plus démunis et à s'engager davantage dans la mise sur pied de programmes éducatifs, conjointement avec les agents éducatifs des pays en développement. Cette nouvelle orientation visera principalement l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et les Antilles.

### *L'OCED en Gambie L'histoire de Satou Mambure*

Par Andrew Williams\*

Pour Satou Mambure, comme pour l'ensemble des femmes, en Gambie rurale, chaque journée de la saison des pluies est bien remplie. Elle se lève tôt le matin, bien avant les autres membres de la famille. Elle pile le riz pour les repas du matin et du midi, elle effectue les travaux domestiques et puise l'eau au puits. Tard en matinée, elle se rend aux rizières qui sont à bonne distance de sa maison. Travaillant seule sur les quatre petits lopins de terre, elle laboure, plante ou désherbe à la main, jusqu'au soir.

En dépit de ce rythme épuisant, Satou rejoint le reste des villageois chaque soir après travail, pour des classes d'alphabétisation. Ces cours sont donnés dans le cadre d'une campagne nationale d'éducation. Comme les autres participants, Satou apporte sa propre chaise pour s'asseoir sous la toiture qui sert de salle de classe. Lorsque vient le temps pour elle d'écrire sa leçon au tableau noir, le professeur élève bien haut la lampe au kérosène, seule source de lumière. Après le cours, elle retourne finalement à la maison; ce fut une journée longue et ardue.

Récemment elle expliquait à Stephen Yip, directeur du programme de l'Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement (OCED) en Gambie, pourquoi elle avait décidé de s'inscrire au cours d'alphabétisation. «Quand ma fille aînée a commencé l'école, j'étais embarrassée. Je ne voulais pas perdre son respect à cause de mon incapacité de lire ou d'écrire».

Si Satou peut aujourd'hui lire assez bien dans sa langue maternelle, le mandika, elle tient encore à améliorer son écriture. Elle a constaté que sa confiance croissait au même rythme que ses connaissances et que ses capacités. Elle n'a plus à subir les

impatiences des infirmières du Centre de santé lorsqu'elle doit lire ou écrire son nom. Elle est maintenant fière de pouvoir lire les instructions de santé affichées sur les murs de la clinique. Elle sent que les travailleurs de la santé la traitent avec plus de respect, maintenant qu'elle est plus instruite.

L'agriculture est à la base de l'économie gambienne, mais les tentatives antérieures d'accroître la production ont permis de constater que plus de 80% de la population était incapable de lire ou d'écrire; les fermiers pouvaient donc difficilement apprendre de nouvelles techniques et méthodes de cultures. Comme d'autres pays africains l'avaient déjà fait, le gouvernement gambien a constaté que le développement ne prendrait son essor que si l'éducation était disponible dans les villages.

Avec l'aide de l'OCED, de l'ACDI, et de l'UNESCO, un plan d'enseignement, réparti sur quatre années et devant atteindre 8.000 adultes, fut mis sur pied. La demande d'inscription fut si grande que le Centre dut organiser une campagne pouvant répondre aux besoins de 40.000 à 80.000 inscrits, soit 10% de la population du pays.

Bien que l'anglais soit la langue officielle de la Gambie, les cours se donnent dans les trois langues autochtones : le mandinka, le wolof et le pulaar. Le programme fait appel aux gens lettrés, mais sans travail, aux animateurs ruraux, aux travailleurs de la santé et aux artisans locaux pour fournir des services aux adultes participants. Le matériel didactique est produit par des groupes de rédacteurs, financés par l'OCED. Le Centre d'éducation informelle s'occupe de la publication et de la distribution. Cette approche d'éducation non formelle, en plus d'apprendre aux gens à lire et à écrire, leur apporte également des connaissances sur des sujets comme l'agriculture, la santé, les coopératives, la planification familiale et le commerce à petite échelle. Les cours ont un effet plus durable si le matériel de lecture



PHOTO OCED-GAMBIE

● *Satou Mambure entourée de sa famille. Depuis qu'elle a appris à lire et à écrire, elle sent que les gens la traitent avec plus de respect.*

évoque des sujets qui intéressent les étudiants et si les habiletés acquises par ceux-ci peuvent servir à accroître leurs revenus.

La campagne d'alphabétisation fonctionnelle en Gambie a permis d'établir 250 classes et de former plus de 5.000 personnes. Ce succès dépend de l'engagement plein et entier des participants dans le processus d'établissement et de gestion des classes. Les villages intéressés choisissent eux-mêmes leur instructeur — un membre de la communauté qui sait

déjà lire et écrire dans la langue locale. Celui ou celle qui accepte d'enseigner reçoit en échange un paiement en nature ou sous forme d'aide pour accomplir des tâches domestiques. ■

*\*Andrew WILLIAMS travaille au siège social de l'OCED, à Ottawa. Il est également écrivain-pigiste dans le secteur du développement international.*

## Carrefour Canadien International

Vivre et travailler ensemble



**C**ARREFOUR donne l'occasion à des Canadiens de vivre et de travailler à des projets de développement dans des pays du Tiers-Monde. Déjà plus de 2.060 Canadiens ont été conviés à des projets d'autosuffisance pour ainsi aider à bâtir des routes et des maisons. Ils ont également fait de l'enseignement, ils ont travaillé sur des fermes et dans des cliniques.

Cette année, environ 150 professionnels, étudiants (es), travailleurs et personnes du troisième âge iront s'établir et travailler outre-mer pour une période de 4 à 6 mois. Ils seront sélectionnés selon leur sensibilité culturelle, leur maturité, leurs qualifications pour le travail outre-mer et leur engagement. A leur retour au Canada, ils devront être aptes à sensibiliser les Canadiens aux problèmes actuels de développement.

Carrefour commandite des volontaires du Tiers Monde qui viennent au Canada pour travailler à des projets

dans les domaines suivants : la santé, l'agriculture, le développement communautaire et l'enseignement. Ces projets leur permettent d'aider des Canadiens tout en leur offrant l'occasion d'acquérir certaines compétences avec lesquelles ils retourneront dans leur pays. Au Canada, les volontaires

vivent dans des familles locales et participent aux activités communautaires.

Cette année, plus de 40 volontaires du Tiers Monde viendront séjourner au Canada après avoir été sélectionnés et avoir reçu la préparation nécessaire par leurs comités locaux. ■

### L'OCSD

*Des volontaires québécois en Tunisie*

**L'**ORGANISATION Canadienne pour la Solidarité et le Développement (OCSD) est le seul organisme québécois de coopération qui envoie les volontaires dans le monde arabe. Il permet actuellement d'établir des contacts directs entre les communautés québécoise et tunisienne favorisant ainsi une meilleure perception et une compréhension des réalités du monde arabe et des problèmes qu'il traverse.

La Tunisie est un pays en pleine transition ayant atteint un stade d'industrialisation avancé. Seulement 45% de sa population est agricole. Malgré tout, il garde les caractéristiques d'un pays en voie de développement.

Les actions de l'O.C.S.D. essaient de tenir compte, autant que possible, des réalités d'un tel pays et de pallier aux besoins qui peuvent se catégoriser en deux types différents. L'un relève d'un processus de modernisation et d'industrialisation engendrant des conditions de travail pénibles, l'autre est lié directement à la situation que vivent la grande majorité des pays en voie de développement.

Une quinzaine de volontaires canadiens travaillent en Tunisie. L'O.C.S.D. intervient dans des projets :

*de développement agricole* : en apiculture afin de procurer un revenu

d'appoint aux petits agriculteurs; en petite hydraulique : recherche de nappes d'eau souterraines, stockage et répartition de cette eau; en conservation des eaux et des sols afin de lutter contre la désertification et l'érosion;

*d'organisation communautaire* auprès des populations défavorisées en milieu rural ou dans les quartiers pauvres des grandes villes afin qu'elles puissent s'impliquer dans les projets visant à l'amélioration de leurs conditions de vie ainsi qu'à l'aménagement de leur milieu. Cela se fait conjointement avec des activités d'animation, d'éducation et de promotion féminine;

*de formation et d'encadrement* dans différentes institutions, mais surtout dans le domaine social, visant ainsi à former des assistants sociaux polyvalents ayant des habiletés d'intervention auprès des communautés rurales ou urbaines;

*d'actions de sensibilisation* en matière de santé et sécurité au travail, car les conditions de travail dans les pays en voie de développement sont souvent très dures ou dangereuses pour les travailleurs (industries polluantes, à hauts risques, usines de sous-traitances, etc.). ■

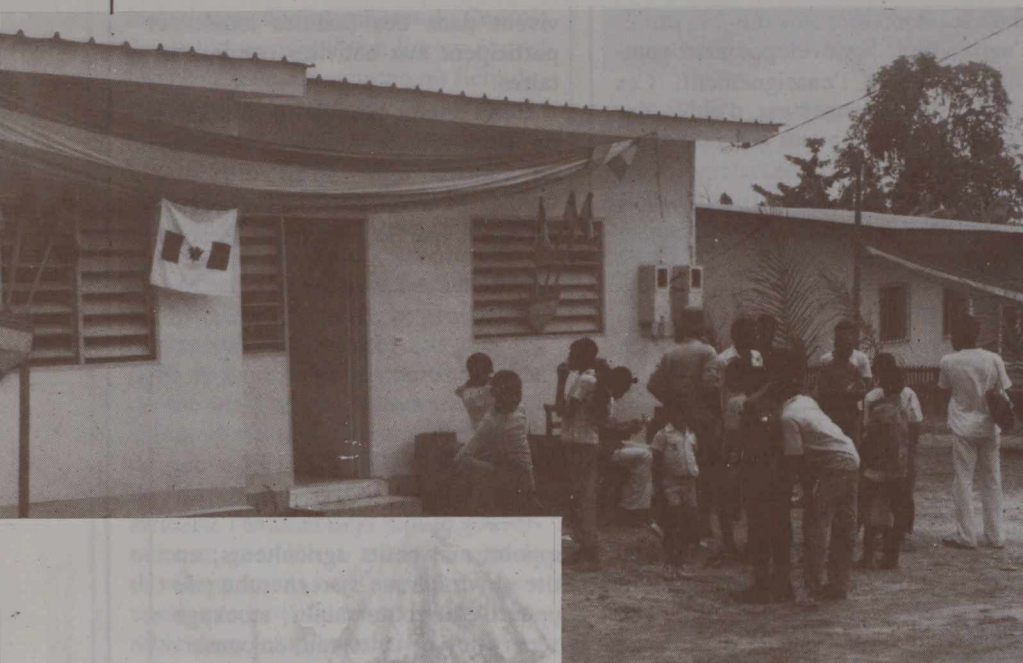
Jean-Charles Dupin  
Délégué de l'O.C.S.D. AU  
Bureau Régional de Tunis



● Des participants de Carrefour dans un chantier de reboisement à Karhogò au Mali.

## Le CECI

*Pour une coopération étroite avec le monde rural*



Les projets de développement rural du CECI visent à une solution globale et durable. La notion même de développement rural repose sur le principe que beaucoup d'aspects de la vie dans un village sont interdépendants, d'où l'obligation de tenir compte des effets du changement envisagé sur tout un ensemble de facteurs. Ainsi, le projet d'amélioration des services de santé en milieu rural mis en œuvre par le CECI dans le département du Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, devrait en principe avoir des incidences sur nombre d'aspects de la vie des villageois qui influent sur les conditions d'hygiène, notamment le rôle de la femme dans la société et la situation socio-économique de la famille.

Le CECI s'occupe présentement de plusieurs projets de développement rural au Burundi, pays d'Afrique centrale sans littoral et à forte densité de population. Prenons le cas de la commune de Butaganzwa où le déboisement et l'érosion nuisent à la production agricole. Le programme qui y est réalisé permettra d'améliorer la production agricole par l'introduction de techniques de fertilisation et de reboisement plus efficaces. On s'attachera aussi à offrir de meilleurs services dans les secteurs de la nutrition, de l'industrie artisanale et de l'animation communautaire. D'autres projets de même nature sont en voie de réalisation dans les districts de Cibitoke et de Ruyigi. Entre autres : ils visent notamment la formation agricole, le creusement de puits et l'électrification des campagnes. ■

**L**E Centre d'études et de coopération internationale (CECI), mis sur pied en 1958 en tant que centre d'orientation pour les bénévoles de groupes religieux partant à l'étranger, s'est transformé en profondeur au cours des ans.

«Nos objectifs de développement rural expliquent notre changement d'orientation déclare Jean-Claude Desmarais, directeur général du CECI. Nous voulions travailler en collaboration aussi étroite que possible avec les paysans de façon à ce que ceux-ci se sentent libres de faire leurs propres choix et de se regrouper en associations, coopératives par exemple si tel était leur désir».

Le CECI intervient entre autres au niveau de l'Enseignement Secondaire afin de développer chez les jeunes le goût des sciences et constituer ainsi un réservoir de futurs techniciens et scientifiques.

Mitzié, chef-lieu d'un département dans la province du Woleu-Ntem, au Gabon, possède un collège d'enseignement normal qui forme les futurs enseignants dont le Gabon a tant besoin. Situé à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale, ce collège possède peu d'infrastructures et peu de moyens financiers pour s'en procurer. C'est la raison pour laquelle le CECI a été sollicité pour l'envoi des professeurs à ce collège.

L'Ambassade du Canada au Gabon, par le biais des Fonds administrés par la mission (FAM) a financé la construction de deux foyers d'habitation pour les enseignants du collège. L'Ambassadeur du Canada M. Bernard Dussault a inauguré ce projet en décembre 1985.

- *L'ambassadeur du Canada au Gabon a inauguré en décembre 1985 le Collège de Mitzié, réalisé avec l'appui du Canada. Le CECI a été sollicité pour l'envoi des professeurs.*

## Bienvenue à bord

*Les pavillons africains à l'Expo 86*



**L'**EXPOSITION universelle de transports et communications Expo 86, a ouvert ses portes depuis le 2 mai dernier et a déjà accueilli des millions de visiteurs. Toutes les grandes puissances économiques y sont réunies, y compris la République populaire de Chine, l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Le thème de l'exposition — transports et communications — se symbolise dans le pavillon du Canada, en forme d'un voilier s'avançant dans le port de Vancouver. Plus de 80 pavillons offrent aux visiteurs une aventure inoubliable, un voyage à travers le temps et l'espace, et donnent une sensation merveilleuse de conquête de l'homme dans l'histoire, depuis ses premiers pas jusqu'à nos jours de l'ère électronique.

### COTE D'IVOIRE

Le pavillon de la Côte d'Ivoire reflète les aspirations du pays à s'ouvrir au monde, à participer au dialogue en faveur de la paix et à faire progresser la nation ivoirienne. Deux portes immenses en bois sculpté marquent l'entrée, au pavillon où on retrouve le port d'Abidjan. La mu-

sique, la danse et l'arôme du café et du cacao se mêlent à l'artisanat pour permettre au visiteur de se faire une idée de la Côte d'Ivoire, pays de tradition mais aussi un Etat africain disposant d'un niveau de transport et télécommunications moderne.



### SENEGAL

Sous forme de village traditionnel, le pavillon sénégalais vous fait vivre la diversité du Sénégal, un des premiers Etats de l'Afrique noire à recevoir la visite des peuples arabe et européen. Sa position géographique a favorisé le développement d'une infrastructure portuaire, ferroviaire et routière très importante. La vie traditionnelle y est le mieux symbolisé par les nuages et maquettes, à grandeur réelle, des pirogues de pêche peintes en couleurs et dessins vifs qu'on peut reconnaître, le long de la côte africaine, de Freetown à Nouadhibou.

### KENYA

Les raies noir et blanc du zèbre rend difficile à manquer le pavillon du Kenya. Le visiteur peut y faire un safari photo à travers les parcs nationaux célèbres avant de visiter Mombasa, vieille ville portuaire qui reflète les influences arabes, asiatiques, africaines et européennes. Les distances et le terrain montagneux du Kenya posent un défi pour la mise en place d'un réseau de transports et communications. Le défi a été relevé et aujourd'hui les communications sont à la haute pointe de la technologie avec la mise en place d'un réseau de télécommunications basé sur des fibres optiques.



## Canada-Niger

### Formation à la production laitière



**L**E Programme de Micro-Réalisations ACDI a débuté en juin 1983 par l'actualisation de la requête présentée par l'Office du lait du Niger (OLANI) visant à réhabiliter et à renforcer le Secteur encadré paysan de Kirkissoye.

La mise en place de la première Micro-Réalisation du Programme canadien s'échelonne sur dix mois, demandera la participation d'une bonne dizaine d'intervenants locaux et coûtera plus de soixante-seize millions de francs CFA.

Puisque le Plan quinquennal 1979-1983 du Niger accordait une place de choix en terme de stratégie et politique au secteur rural de l'élevage afin de couvrir les besoins nationaux en viande et en produits laitiers, il allait donc de soi que la nouvelle Micro-Réalisation, qui portait essentiellement sur la production laitière, soit prioritaire.

Un certain nombre d'objectifs spé-

cifiques ont donc été circonscrits :

- augmenter le volume de lait caillé fabriqué plutôt avec du lait frais qu'avec du lait en poudre importé;
- atteindre une production annuelle et par laitière de 1.000 litres;
- assurer une plus grande salubrité dans les aires de stabulation et une traite plus hygiénique;
- amener les producteurs laitiers à mieux entretenir leur parcelle irriguée de bourgou (0,75 ha) : fumure, engrais, entretien des canaux d'irrigation, labourage, repiquage du bourgou;
- amener les producteurs laitiers formés à dynamiser le Secteur encadré paysan, voire même à stimuler le secteur privé familial aux abords de la capitale.

Pour réaliser ces objectifs ambitieux, la Micro-Réalisation comprenait deux volets : la construction et l'aménagement des étables, et la réhabilitation du secteur irrigué pratiquement détérioré.

#### ● Les étables

La construction et l'aménagement de vingt-cinq (25) étables en dur, pour une surface de stabulation de 2.400 m<sup>2</sup> dont 1.000 m<sup>2</sup> sous abri, capables de loger 200 vaches laitières avec leurs veaux/velles et équipées de greniers à fourrage et de mangeoires versatiles.

#### ● La réhabilitation du secteur irrigué

- L'étude topographique (altimétrie et planimétrie) de 36 ha constituant le secteur irrigué;
- Le curage du drain principal sur 1.450 ml;
- La réfection et le rejointoiement des canaux primaire et secondaire sur 3.400 ml;

- Station de pompage sur le fleuve et les canaux primaires et secondaires bétonnés.



- La construction des arroseurs et d'une piste sur 1.200 et 1.00 ml;
- La construction d'une station de pompage sur le fleuve Niger au débit de 165 l/sec.

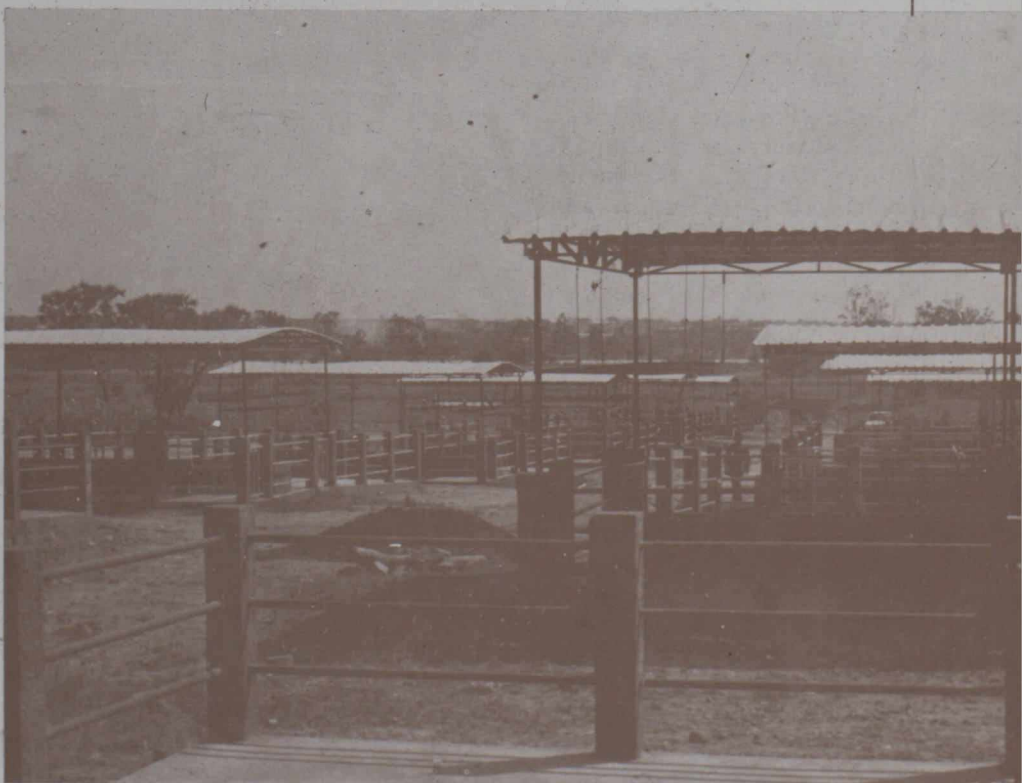
Dans un premier temps, les résultats positifs escomptés, tel celui de faire passer la production journalière de 200 litres à 600 litres, ont été lents à se manifester. Il fallait inciter les éleveurs à produire mieux et plus et motiver l'encadrement technique qui laissait souvent à désirer. Cependant, depuis 1985, la situation s'est redressée au point de s'approcher des objectifs visés.

A présent, les vingt-cinq chefs de famille producteurs laitiers actuellement bénéficiaires des étables et réunis en coopérative de production tirent un réel intérêt de la situation. Toutefois l'épine qui continue à blesser le Secteur encadré paysan est difficile à extirper : comment entretenir et maximiser la production du fourrage sur les parcelles irriguées ? Dans la pratique quotidienne, l'éleveur-producteur arrive mal à rejoindre les exigences de la production laitière et l'entretien de sa parcelle qui fournit l'embouche nécessaire. Il est souvent forcé de sous-traiter avec un tiers. Une étude a été menée à cet effet pour que l'OLANI et la coopérative des producteurs trouvent un terrain d'entente en vue d'une solution avantageuse pour les deux parties.

Situé à quelques kilomètres en aval de Niamey, le Secteur encadré paysan a été, à quelques reprises, visité par de hauts dignitaires de nombreuses autres missions canadiennes. Cela a été donc l'occasion pour les uns et pour les autres d'apprécier les défis de cette première Micro-Réalisation du Programme ACDI. ■

**Bernard-Edouard SYLVESTRE**

- *Etables traditionnelles en ro-nier et chaume (photo en haut) et l'ensemble des nouvelles étables (photo en bas).*





# Le Canada et l'Afrique



## Canada-Burkina-Faso

Les troisièmes consultations bilatérales entre le Canada et le Burkina Faso se sont tenues à Ottawa du 20 au 22 mai 1986. La délégation burkinabée y était dirigée par le ministre des Ressources financières du Burkina Faso M. Justin Damo Baro.

Les consultations ont eu pour objectif principal d'effectuer un bilan de la coopération en cours et de définir ses nouvelles orientations. La rencontre a permis également des échanges de vues sur l'ensemble des questions importantes touchant la région sahélienne et l'Afrique dans son ensemble. Un nouvel accord général de coopération a été signé à cette occasion.

## Desmond Tutu au Canada

L'évêque Desmond Tutu a assisté à Toronto, fin mai, au Festival des arts contre l'apartheid. Il a fait à cette occasion une déclaration en faveur de l'application immédiate des sanctions économiques contre le gouvernement sud-africain.

## Canada-Algérie

Le ministre des Relations extérieures du Canada a effectué une visite officielle en Algérie du 26 au 29 avril dernier. Le ministre, à l'époque Mme Vézina, a examiné avec ses interlocuteurs algériens l'ensemble des relations bilatérales aussi bien au niveau commercial qu'à celui de la coopération. Elle a également procédé à la signature d'un protocole ayant trait au prolongement d'une ligne de crédit de la Société pour l'expansion des exportations (SEE).

Le dimanche 27 avril, Mme Vézina a participé à la Journée canadienne à la Foire internationale d'Alger où plus de 25 firmes canadiennes ont été représentées.

## Canada-Zaïre

Le Commissaire d'Etat aux Affaires étrangères et à la Coopération du Zaïre, le citoyen Mokolo Wa Mpombo a effectué une visite officielle au Canada du 24 au 27 mars 1986. Les relations politiques, commerciales et de coopération entre le Canada et le Zaïre ont été abordées à cette occasion, et le Citoyen Mokolo Wa Wpombo a signé, avec les autorités canadiennes, deux arrangements, l'un dans le secteur agricole et rural et l'autre dans le domaine de la santé.

## Fabienne Thibeault en Afrique

La chanteuse canadienne Fabienne Thibeault a effectué, avec beaucoup de succès, au mois de mai, une tournée de spectacles en Afrique. Le public a pu apprécier sa merveilleuse voix tour à tour à Rabat, Dakar, Abidjan, Yaoundé et Libreville. Pour Fabienne Thibeault qui est très connue sur les continents nord-américain et européen, c'était le premier contact avec le public africain. Elle a promis de revenir.



## Canada-Cameroun

Le ministre du Commerce extérieur et du Développement du Québec, M. Pierre MacDonald a séjourné au Cameroun du 26 au 31 mai 1986, à la tête d'une délégation d'une trentaine d'hommes d'affaires, représentant 23 entreprises canadiennes, tous désireux de renforcer et de nouer des relations économiques et commerciales avec des partenaires camerounais.

## Droit constitutionnel

La Quatrième conférence internationale sur le Droit Constitutionnel s'est tenue à Québec, à l'Université Laval du 10 au 13 juin. Invité par le Doyen de la Faculté de Droit, le ministre de la Justice du Sénégal, M. Seydou Madani Sy, y a présenté une importante communication sur le thème «Développement et respect des droits humains».

## Youssou Ndour à l'Expo 86

Le chanteur sénégalais Youssou Ndour et son orchestre Super Etoile ont connu un succès triomphal au Canada où ils ont donné des concerts à Montréal et à Vancouver, à l'occasion d'une tournée nord-américaine, au mois de mai.

À Vancouver, Youssou Ndour et son orchestre ont animé le pavillon du Sénégal lors de la journée nationale du Sénégal à l'Expo 86, en présence du ministre du Commerce du Sénégal, M. Abdourahmane Touré et de nombreuses autres personnalités venues assister à l'évènement.

À Montréal, le succès du groupe fut aussi grand après deux concerts qui firent de Youssou et son groupe des «chou-chou» de la presse et du public québécois.

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada. Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Photo de couverture : Premier Sommet de la francophonie - Versailles 1986.

Rédacteur en chef : Mme Outi-Kaarina BADJI

Directeur de publication : Kenneth COOK

Imprimé aux N.I.S. Dakar, Route du Service Géographique - Hann